Devoir surveillé – Discriminations, racismes et société inclusive

Définir, prouver et sanctionner une discrimination ; discrimination juridique et discrimination ressentie, mesurer les discriminations ; agir : Défenseur des droits, Dilcrah, CNCDH, associations et traitement médiatique des minorités ; handicap et société inclusive ; racisme, antisémitisme, xénophobie, antitsiganisme et haine anti-LGBT punis par la loi.

Durée : 120 min – Calculatrice interdite – Sur 20 points · Emc 1re

Nom : _____ Date : _____ Note : _____ / 20

Les réponses doivent être rédigées et justifiées. Soigne l'orthographe et la présentation.

Exercice 1 – Repères et notions ★★ *(4 pts)*

Répondez en quelques lignes, avec au moins une date, un texte ou un exemple précis (1 point par question).

a) Montrez que la lutte contre les discriminations se nourrit à la fois du principe d'égalité et de celui de fraternité.

b) Présentez deux moyens d'action du Défenseur des droits, puis dites ce qu'il ne peut pas faire.

c) Distinguez intégration et inclusion, en donnant pour chacune une loi et un exemple.

d) Distinguez racisme et xénophobie, en donnant pour chacun un exemple précis.

Exercice 2 – Mesurer les discriminations ★★★ *(4 pts)*

Document 1 — Résultats d'un testing fictif sur des offres de vendeur : 400 candidatures avec un prénom évoquant une origine africaine, 52 réponses positives ; 400 candidatures identiques avec un prénom évoquant une origine française, 80 réponses positives.
Document 2 — D'après le rapport de la CNCDH publié en juin 2026 : environ 1,2 million de personnes de 14 ans et plus s'estiment victimes chaque année d'une atteinte raciste (enquête « Vécu et ressenti en matière de sécurité ») ; 97 % ne portent pas plainte ; en 2025, les services de police et de gendarmerie ont enregistré 9 737 crimes et délits à caractère raciste, xénophobe ou antireligieux.
Répondez en vous appuyant sur les documents et sur le cours (1 point par question).

a) Calculez le taux de réponse de chaque groupe (document 1), puis l'écart en points et l'écart relatif.

b) Ce testing mesure-t-il une discrimination ressentie ou des décisions réelles ? En quoi complète-t-il une enquête de ressenti ?

c) Expliquez l'écart entre les deux chiffres du document 2, puis donnez deux raisons de la sous-déclaration.

d) Pourquoi la France ne publie-t-elle pas de statistiques par origine ethnique, et quelles données peut-elle utiliser ?

Exercice 3 – Étude de documents : la loi de 2005 ★★★ *(4 pts)*

Document 1 — Code de l'action sociale et des familles, article L. 114 (issu de la loi du 11 février 2005) : « Constitue un handicap, au sens de la présente loi, toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidant. »
Document 2 — Article L. 114-1 : « Toute personne handicapée a droit à la solidarité de l'ensemble de la collectivité nationale, qui lui garantit, en vertu de cette obligation, l'accès aux droits fondamentaux reconnus à tous les citoyens ainsi que le plein exercice de sa citoyenneté. L'État est garant de l'égalité de traitement des personnes handicapées sur l'ensemble du territoire [. . .]. »
Document 3 — Code de l'éducation, article L. 112-1, dans sa rédaction issue de la loi de 2005 (extrait résumé) : tout enfant ou adolescent présentant un handicap est inscrit dans l'école ou l'établissement le plus proche de son domicile, qui constitue son « établissement de référence ».
Répondez en vous appuyant sur les documents et sur le cours (1 point par question).

a) Présentez les documents et leur contexte.

b) En quoi la définition du handicap du document 1 est-elle nouvelle ?

c) Quels principes républicains le document 2 mobilise-t-il ?

d) À partir du document 3 et de vos connaissances, montrez ce qu'est l'école inclusive et quelles en sont les limites.

Exercice 4 – Étude de cas : deux refus ★★★ *(4 pts)*

Samia, 24 ans, titulaire d'un CDI, répond à une annonce de location. Au téléphone, l'agence lui répond que l'appartement est déjà loué. Une heure plus tard, son amie Claire, qui a des revenus plus faibles, appelle pour le même logement et obtient une visite le lendemain. Le même mois, Lucas, qui se déplace en fauteuil roulant, se voit refuser l'accès à une salle de concert au motif que « le personnel ne peut pas gérer ». Répondez en vous appuyant sur le cours (1 point par question).

a) Qualifiez juridiquement la situation de Samia : quel critère peut être en cause ?

b) Comment Samia peut-elle établir la discrimination ?

c) Quels recours Samia et Lucas peuvent-ils exercer, et quelles sanctions encourent les auteurs ?

d) Pourquoi ces situations menacent-elles la cohésion sociale ?

Exercice 5 – Argumenter : la loi suffit-elle ? ★★★ *(4 pts)*

Sujet : « La loi suffit-elle à construire une société inclusive ? » Répondez en suivant les quatre étapes (1 point par étape).

a) Définissez « société inclusive » et formulez une problématique.

b) Montrez, avec deux exemples datés, que la loi a fait progresser l'inclusion.

c) Montrez, avec deux exemples, les limites de la loi.

d) Rédigez une conclusion de quatre à cinq lignes.

Bon courage !

Ce document est la propriété intellectuelle de Ben, professeur particulier (benprofparticulier.fr), protégée par le Code de la propriété intellectuelle (art. L. 111-1 et L. 122-4). Il est mis à disposition pour un usage personnel de révision. Toute reproduction, diffusion, mise en ligne ou revente, totale ou partielle, sans autorisation écrite est interdite et constitue une contrefaçon (art. L. 335-2).